Document généré le 24 avr. 2024 08:37

Études internationales

Carlsson, Jerker (Ed.), *South-South Relations in a Changing World Order*. Uppsala, The Scandinavian Institute of African Studies, 1982, 166 p.

Jean-L. Marcoux

Volume 15, numéro 2, 1984

URI : https://id.erudit.org/iderudit/701666ar
DOI : https://doi.org/10.7202/701666ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Marcoux, J.-L. (1984). Compte rendu de [Carlsson, Jerker (Ed.), *South-South Relations in a Changing World Order*. Uppsala, The Scandinavian Institute of African Studies, 1982, 166 p.] *Études internationales*, *15*(2), 420–422. https://doi.org/10.7202/701666ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1984

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Il ne fait aucun doute que les problèmes d'alimentation sont souvent utilisés comme arme politique. L'histoire nous offre de nombreux exemples à cet égard. Cependant, le pouvoir alimentaire ne peut être le fait d'un pays isolé, il faut une coalition de pays pour réunir 90 à 95 % des exportations mondiales, seuil à partir duquel la pression paraît irrésistible. (Même dans le cas du soja, où les E.U. seuls reprennent 70 % des exportations).

Là encore, on peut concevoir l'arme alimentaire en termes de géostratégies tant du point de vue des embargos que de l'aide alimentaire. Cependant, l'arme verte ne peut exister que d'une manière limitée dans le temps. Elle est conditionnée par des circonstances extérieures favorables et elle ne peut se développer que dans un réseau complexe de relations aptes à modifier et à s'adapter rapidement.

Le rôle des marchés à terme apparaît selon J. Y. Naudet ambigus en effet, on ne sait avec exactitude s'ils contribuent à accentuer les déséquilibres ni s'ils ont des effets stabilisants sur les prix, de même les débats en cours montrent que les pays ne s'entendent guère sur le rôle des institutions internationales. De plus, celles-ci n'harmonisent guère leurs interventions: désordre des créations successives, compétences croisées. Il est donc nécessaire de faire preuve d'imagination pour aménager, améliorer ce qui existe, trouver de nouvelles pistes et de nouveaux compromis.

La mise en place d'un nouvel ordre juridique selon les propos écrits en 1953 par G. Scelle apparaît limitée dans la mesure où il faut composer avec des États souverains. De plus, si la notion d'ordre juridique est moralement neutre, elle peut être critiquable au plan des valeurs. Pour assurer un nouvel ordre économique, il faut une volonté politique, on peut douter de son existence. Par exemple, on peut se demander quelles relations doivent s'établir entre ce nouvel ordre et les droits de l'Homme. B. Habid montre avec raison que le pourcentage d'équité aux individus, mais également aux relations interétatiques. Cependant, le problème fondamental est que les engagements pris par les États tant à l'égard d'autres États que vis à vis de leurs ressortissants ne constituent pas de véritables obligations internationales sanctionnées.

Les progrès techniques: satellites d'observation (cartes des ressources, par exemple) et l'analyse mathématique des systèmes constituent autant d'outils pour améliorer notre connaissance des faits mais on est encore loin de prévisions acceptables. En fait, selon M. Guernier la proposition la plus importante passe par la décentralisation des décisions et pour R. Chasles par le respect des traditions. Dans ce sens, il y a dans cet ouvrage un oubli fondamental celui de l'auteur principal: le paysan. Et il peut apparaître paradoxal que ce fait soit souligné dans la préface par E. Pisani. Tant que les gouvernements ne respecteront pas la paysannerie, tant qu'elle ne mettra pas à son service des ressources qui tiennent compte des attentes et des besoins locaux on ne voit guère comment pourra être instaurer un nouvel ordre alimentaire. Cela va de soi que cette proposition passe par une politique des prix et des revenus appropriés et par une revision des politiques nationales.

Il est dommage que cet ouvrage ne comporte pas une introduction qui replace chacun des textes dans la ligne de pensée telle que souhaitée par les éditeurs. Sans cet exercice, on a l'impression d'un ensemble de tests présentant une diversité de vues et de voix. De même, les références et l'index selon les sujets ou les auteurs ne sont pas indiqués à la fin de l'ouvrage. Finalement, il manque à défaut d'une synthèse, une réflexion du CRIC sur la construction d'un modèle de l'ordre alimentaire sans pour autant qu'il soit unitaire ou dogmatique.

Jean-Pierre THOUEZ

Département de géographie
Université de Montréal

CARLSSON, Jerker (Ed.), *South-South Relations in a Changing World Order*. Uppsala, The Scandinavian Institute of African Studies, 1982, 166 p.

Parmi les importantes modifications subies par le système économique mondial de-

puis les deux dernières décennies, l'accroissement des échanges entre les membres du tiers monde, la hiérarchisation de ceux-ci et plus particulièrement l'apparition de pays nouvellement industrialisés (NPI), ont constitué pour les théoriciens de l'économie internationale un sujet d'intérêt croissant. Ce recueil d'articles présentés au colloque de l'Institut scandinave d'études africaines en mai 1981, en Suède, dont le thème traitait de l'émergence des relations Sud-Sud dans un monde en changement, représente une manifestation de cet intérêt.

Analysant les causes déterminantes de l'exportation de capitaux de la part des pays industrialisés – le centre – sous l'angle de la nouvelle division internationale du travail, Carlsson (*The Emergence of South-South Relations in a Changing World Economy*) complète et étend le cadre d'analyse pour y inclure les récents développements survenus au sein même des pays en développement, la périphérie.

Après avoir décrit les NPI – la semi-périphérie – dans leur position intermédiaire entre le centre et la périphérie, jouant à la fois le rôle de périphérie pour le centre et de centre pour la périphérie, l'auteur nous brosse un tableau de la nature des échanges (commerce et investissements directs à l'étranger) Sud-Sud. Ces derniers, selon lui, s'établissent suivant un modèle comparable à celui régissant les échanges Nord-Sud, la périphérie jouant, pour les NPI, le rôle de fournisseur de matières premières et de marché pour leurs produits manufacturés et technologiques. Pour cette raison, il recommande la méfiance envers les rapports d'inégalité et d'exploitation qui pourraient se cacher derrière des concepts comme l'auto-suffisance collective, tant réclamée par les pays en développement au sein de la CNUCED.

Holga Hoffmann (Towards Africa? Brazil and the South-South Trade) fait ensuite la description d'un cas intéressant de relations semi-périphérie/périphérie: le Brésil et le Nigéria. Elle présente les différents types d'échanges entre les partenaires (commerce, investissements, aide technique) ainsi que les obstacles rencontrés. Malgré une description de la composition des échanges selon le même modèle que celui présenté par Carlsson – *i.e.*: matières premières contre produits manufacturés – l'auteure conclut qu'il serait prématuré de se prononcer sur la nature des rapports entre la semi-périphérie et la périphérie et de les considérer *a priori* comme inégaux.

Dans l'article suivant, Tom Forrest (*Geopolitics in the South Atlantic: Brazil, Nigeria and Africa*) retrace l'évolution depuis ses origines de la politique étrangère du Brésil face à l'Afrique, et plus particulièrement vis-à-vis du Nigéria, et de la présence brésilienne dans ce pays.

Il analyse les motifs politiques et les implications des contacts croissants entre ces deux pays, identifie les principales forces évoluant derrière la pénétration brésilienne en Afrique et souligne l'importance que représente cette pénétration pour le processus d'accumulation au Brésil. On doute enfin des conséquences positives pour la périphérie de ce modèle d'échanges Sud-Sud. (*Nigeria and Brazil: A Model for Emerging South-South Relations?*) U Joy Ogwu analyse la position du Nigéria dans ce modèle en en retenant les aspects culturels, politiques et économiques des échanges. L'auteur expose les différents et les domaines de coopération entre les partenaires. Décrivant une asymétrie et un déséquilibre en faveur du Brésil, elle étudie les avantages de ce modèle pour le Nigéria et se demande si ce n'est pas surtout avec les filiales de firmes étrangères installées au Brésil que le Nigéria a à faire, plutôt qu'avec le Brésil lui-même.

Le dernier article, celui Sanyaya Lall (*Third World Multinationals: The Indian Case*), porte sur les entreprises transnationales venant du tiers monde, plus précisément les multinationales indiennes. On passe en revue la littérature existante sur le sujet des multinationales des pays en développement. Cette littérature les décrit le plus souvent comme oeuvrant dans des domaines de production manufacturière de faible qualité, à petite échelle, utilisant beaucoup de main-d'oeuvre mais peu de technologies, ces dernières, ainsi que composantes, étant généralement importées des pays industrialisés.

Le cas des multinationales indiennes est particulièrement intéressant puisqu'elles ne correspondent pas au modèle décrit plus haut. Au contraire, l'article nous présente des investissements à l'étranger très diversifiés, complexes, dotée d'une technologie avancée et intégrant un haut niveau de capitaux, de composantes et de compétences nationaux. L'explication de ce phénomène réside, selon l'auteur, dans le choix d'une stratégie technologique. Contrairement aux NPI du sud-est asiatique qui ont opté pour une politique de « porte ouverte » aux investissements des pays industrialisés, la politique indienne de contrôle des investissements étrangers a permis, malgré un coût important en termes d'inefficacité et de taux de croissance inférieur, le développement d'une base nationale relativement autonome de conception, d'amélioration, et d'assimilation des technologies.

Selon l'auteur, la différence entre les multinationales des pays en développement et celles des pays industrialisés ne vient pas vraiment du degré du savoir-faire, des capitaux et des technologies, mais plutôt des conditions d'apprentissage de ces technologies et de ces compétences, de l'échelle de production apte à rendre ces technologies viables, et du peu de ressources disponibles pour la recherche et le développement.

Malgré certaines répétitions et un manque de coordination quant au contenu des articles, l'ouvrage a le mérite de soulever d'intéressantes questions théoriques concernant les relations Nord-Sud, notamment sur la nature des NPI, sur l'autonomie relative des États de la périphérie, sur les différentes stratégies industrielles offertes au monde en développement, sur le rôle du commerce extérieur dans le développement économique national, sur les technologies appropriées etc. Assurément un excellent point de départ pour aborder un sujet encore jeune.

Jean-L. MARCOUX

Département de science politique
Université Laval

STREMLAU, John J. (Ed.) *The Foreign Policy Priorities of Third World States.* Boulder (Col.), Westview Press, 1982, 188 p.

Cet ouvrage, écrit en collaboration, se veut un résumé des faits historiques et théoriques entourant le Tiers-Monde. Bon nombre de sujets y sont exploités aussi bien de manière théorique qu'empirique. Leurs objectifs visent à permettre au lecteur une meilleure compréhension des attitudes et des directions de manière à mieux saisir le comportement international des pays du Tiers-Monde.

L'ouvrage se divise en huit parties;

- Les politiques étrangères des pays en voie de développement dans les années 1980.
- Les pays en voie de développement et le système international de sécurité.
- L'OPEP et le pétrole dans les relations Sud-Sud.
- La diplomatie nucléaire dans les pays en voie de développement.
- Le financement externe du développement; défis et inquiétudes.
- Industrialisation, commerce et la division internationale du travail.
- Les firmes multinationales et les pays en voie de développement.
- Le dialogue Nord-Sud; les politiques économiques de l'immobilité.

Tout au long de l'exposé, deux éléments d'analyse font continuellement surface. L'une de ces variables est celle se rattachant à la notion de sécurité nationale.

Les auteurs stipulent que l'augmentation des dépenses militaires mondiales est attribuable aux pays en voie de développement. Ce comportement s'expliquerait par une confiance dans la militarisation comme source d'interdépendance.

Mais cette prolifération ne fait pas qu'encourager seulement l'intégration, elle s'explique aussi par l'intérêt de certains pays à augmenter leur influence et leur pouvoir. D'où l'intérêt, pour les auteurs, de situer l'utilité diplomatique des capacités militaires et de